



## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Audrey LLEDO

## **Culture - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de gestion du site archéologique du Castellàs, du musée municipal Paul Soyris et du dépôt archéologique de Murviel-lès-Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier sont parties prenantes de la gestion du site archéologique du Castellàs, du Musée municipal Paul Soyris et ses collections, ainsi que du dépôt archéologique et des objets qu'il contient.

Le site archéologique de Murviel-lès-Montpellier donne à voir les vestiges de l'agglomération antique du Castellàs, bâtie au début du II<sup>e</sup> siècle avant notre ère et qui a été identifiée comme le chef-lieu du peuple gaulois des *Samnagenses*.

Le site fait l'objet d'une protection au titre des monuments historiques et s'étend sur une surface de plus de 20 hectares, sur des terrains appartenant en grande partie à Montpellier Méditerranée Métropole.

Un comité de pilotage réunissant la DRAC Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier est constitué afin d'effectuer le suivi du site et en avoir une vision stratégique. Depuis plusieurs années, des campagnes de fouilles programmées sont menées par le laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes », UMR 5140.

Le Musée municipal Paul Soyris bénéficie de l'appellation Musée de France. Sa collection est principalement constituée d'objets archéologiques appartenant à la commune de Murviel-lès-Montpellier. Le Musée conserve également des biens archéologiques mobiliers issus des opérations de fouilles programmées qui appartiennent à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le dépôt archéologique abrite les biens archéologiques mis au jour lors des fouilles pratiquées sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, ainsi que ceux découverts fortuitement, et toute autre collection que la commune accepte d'héberger, sous réserve de l'accord préalable de la DRAC Occitanie.

Il convient de nouer une convention de gestion sur une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction sur une même période de trois ans, qui définit les modalités de fonctionnement des trois entités et qui détermine les engagements et responsabilités de chacune des parties.

Cette convention précise, entre autres clauses, que le site archéologique du Castellàs, le Musée municipal Paul Soyris et le dépôt archéologique, sont placés sous le contrôle scientifique de la DRAC Occitanie, Service Régional de l'Archéologie et Service des Musées, en lien étroit avec la conservatrice et Directrice du site archéologique Lattara – musée Henri Prades qui en a la responsabilité scientifique.

La convention stipule également que Montpellier Méditerranée Métropole intervient à différents niveaux, notamment à travers la programmation et la conduite des travaux à mettre en œuvre sur le site, l'entretien des espaces végétalisés, et par ailleurs, la prise en charge de la médiation du site et du Musée, dont les frais de fonctionnement sont portés par la commune de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de gestion du site archéologique du Castellàs, du Musée municipal Paul Soyris et du dépôt archéologique de Murviel-lès-Montpellier entre la DRAC Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-98842-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.